



COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES
CENTRE DE CADARACHE
13108 SAINT PAUL LEZ DURANCE

PROJET DE MARCHÉ – DOSSIER DE CONSULTATION N° B24-04301-ALO
TRAVAUX DE RENOVATION DE LA TERRASSE NORD DU RESTAURANT 1 DU CEA DE CADARACHE

MARCHÉ n°4000XXXXX PXXXX

ENTRE :

Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives, Établissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15^{ème} – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **Monsieur XXX**, agissant en qualité de **XXX** du CEA de Cadarache,

ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part,

ET :

La société **XXXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXXX sous le numéro XXXXX ayant son siège social au XXXXX, représentée par **XXXXX**, agissant en qualité de XXXXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 – OBJET..... | 3 |
| ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES | 3 |
| ARTICLE 3 – NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ..... | 4 |
| 3.1 Nature et caractéristiques | 4 |
| 3.2 Structure du Marché | 4 |
| ARTICLE 4 – ETENDUE DES PRESTATIONS | 4 |
| 4.1 Part ferme..... | 4 |
| 4.2 Part optionnelle..... | 5 |
| 4.3 Part estimative sur devis préalable relative aux travaux supplémentaires liés aux aléas | 5 |
| ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION | 5 |
| 5.1 Conditions générales d'exécution | 5 |
| 5.2 Conditions particulières d'exécution..... | 6 |
| 5.3 Obligation de résultat | 6 |
| 5.4 Lieu d'exécution..... | 6 |
| 5.5 Intervention sur site et arrêts de chantier | 7 |
| 5.6 Conformité aux normes | 8 |
| 5.7 Documents à émettre | 8 |
| 5.8 Obligation générale de conseil et d'information | 9 |
| 5.9 Réunions | 9 |
| 5.10 Correspondants techniques | 10 |
| ARTICLE 6 – PLANNING – DELAI | 10 |
| ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES | 11 |
| 7.1 Caractères et contenu des prix | 11 |
| 7.2 Décomposition du montant du Marché | 12 |
| 7.3 Révision des prix | 13 |
| ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES MODIFICATIONS | 14 |
| 8.1 Généralités | 14 |
| 8.2 Modalités de traitement des modifications | 14 |
| ARTICLE 9 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT | 16 |
| 9.1 Conditions de facturation..... | 16 |
| 9.2 Modalités de facturation | 16 |
| 9.3 Régime fiscal..... | 17 |
| ARTICLE 10 – PÉNALITÉS | 17 |
| 10.1 Généralités | 17 |
| 10.2 Pénalités de retard | 17 |
| 10.3 Pénalités en cas d'absence aux réunions | 17 |
| 10.4 Pénalités sur point d'arrêt de surveillance | 18 |
| 10.5 Autres pénalités non plafonnées | 18 |
| 10.6 Pénalités en lien avec des non-conformités..... | 18 |
| 10.7 Pénalités pour dégradation | 18 |
| ARTICLE 11 – RÉCEPTION ET GARANTIE | 18 |
| ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ | 19 |
| ARTICLE 13 – QUALITÉ / SÉCURITÉ / SÛRETÉ / ENVIRONNEMENT | 20 |
| ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE | 20 |
| ARTICLE 15 – ENTREPOSAGE..... | 20 |
| ARTICLE 16 – CLAUSE DE PROTECTION DES INFORMATIONS..... | 20 |
| ARTICLE 17 – GESTION DES DÉCHETS | 22 |
| ARTICLE 18 – JURIDICTION COMPÉTENTE | 23 |
| ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL | 24 |
| 1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail | 24 |
| 2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection | 24 |
| 3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale | 25 |
| 4. Les habilitations – les certifications | 26 |
| 5. Les modalités d'accès au Centre | 26 |
| 6. La sous-traitance | 27 |
| ANNEXE 2 – DÉCOMPOSITION DES PRIX (DP) | 28 |
| ANNEXE 3 – BORDEREAU DES PRIX COMPLÉMENTAIRES (BPC) | 29 |

| | | | | |
|-----------------------|----------------------|---------------|------------------|------|
| Référence du document | DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 4000XXXXX | 2/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Affaire suivie techniquement par :
Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GL
Nom : Monsieur Olivier GOMEZ
☎ : 04.42.25.74.91
Email : olivier.gomez@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :
Unité : DG/CEACAD/DSTG/SMA
Nom : Madame Anaïs LODDO
☎ : 04.42.25.66.02
Email : anaïs.loddo@cea.fr

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux de rénovation de la terrasse nord du restaurant n°1 (bâtiment 103).

Ces travaux seront réalisés pour le compte de la Direction Générale, Département de support technique et gestion, service technique et logistique du CEA Cadarache.

ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché (et de ses annexes), lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes,
- les prescriptions techniques et leurs annexes :
 - le dossier de consultation référencé B24-04301-ALO ;
 - le cahier des charges référencé le cahier des charges (CDC) référencé DG/CEACAD/DSTG/STL/GL/CCTP-2024-093 du 16/10/2024 ;
 - Plan de « Côtes » ;
 - Plan des « Déposes » ;
 - Plan des « Démolitions » ;
 - Plan « Métallerie - garde-corps » ;
 - Plan « Etanchéités » ;
 - Plan « Caniveaux EP » ;
 - Plan « Maçonnerie » ;
 - PJ Chapiteau ;
 - Rapport de repérage avant travaux Amiante ;
 - Rapport de repérage avant travaux Plomb.
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés) en matière de discipline, de santé et de sécurité au travail sur le Centre du CEA Cadarache, dont le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur,
- la procédure d'entrée et de sortie de matériel du Centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXXX en date du XXXX/2024.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 3/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

ARTICLE 3 – NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ

3.1 Nature et caractéristiques

La nature du marché, son phasage contractuel, l'étendue et les limites des prestations confiés au Titulaire et les responsabilités associées au titre du Marché, sont décrites dans les documents applicables cités à l'article 2 supra.

Les prestations devront être réalisées conformément aux règles de l'art et aux prescriptions des directives, codes, lois, règlements, instructions, normes, documents techniques unifiés (DTU) des textes et normes en vigueur. Elles devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail. Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré sur place de l'exactitude des côtes et des indications des plans et descriptifs qui lui seront remis par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement. Le Titulaire s'engage de manière forfaitaire sur les quantités évaluées pour la réalisation de l'ensemble des prestations demandées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires.

3.2 Structure du Marché

Le Marché comprend :

- une part ferme (cf. article 4.1 infra),
- une part optionnelle (cf. article 4.2 infra)
- une part estimative sur devis préalable (cf. article 4.3 infra).

ARTICLE 4 – ETENDUE DES PRESTATIONS

De manière plus détaillée, les prestations confiées au Titulaire sont les suivantes :

4.1 Part ferme

La part ferme comprend :

- Les études d'exécution
- La fourniture des documents préalables au démarrage des travaux (fiches techniques, fiches produits, plan d'installation de chantier, analyses de risques en vue de la rédaction du plan de prévention, liste non exhaustive) ;
- La fourniture et la mise en place des protections, balisages et signalisations du chantier ;
- Le démontage du chapiteau ;
- La dépose des gardes corps et claustras de la terrasse et de l'escalier ;
- La dépose de l'enclos à poubelle ;
- La dépose de l'étanchéité et l'enlèvement des galets du caniveau d'eaux pluviales contre le bâtiment ;
- La démolition du carrelage et de la chape de la terrasse ;
- La démolition du caniveau d'eaux pluviales au pied de l'escalier ;
- La démolition du béton désactivé de l'allée d'accès PMR ;
- La réalisation de l'étanchéité des dallages de la terrasse ;
- La réalisation de l'étanchéité du caniveau d'eaux pluviales contre le bâtiment ;
- La réalisation d'un béton désactivé sur l'allée d'accès PMR ;
- La réalisation des travaux de maçonnerie nécessaires à la préparation des dallages pour la pose des revêtements de sol (ragréage, chape, etc.) ;
- La réalisation des réparations et de l'enduit du mur de pourtour de la terrasse ;
- La fourniture et pose des carrelages de la terrasse ;
- La fourniture et pose des caniveaux d'eaux pluviales de la terrasse et de l'escalier ;
- La fourniture et pose des claustras vitrés et des poteaux de voiries de la terrasse ;
- La fourniture et pose du garde-corps de l'escalier ;
- Les finitions diverses ;
- Le tri et la mise en benne des déchets de chantier (mise à disposition et évacuation des bennes à la charge du CEA) ;
- Le nettoyage fin de chantier.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 4/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Et, d'une manière plus générale,

- les certificats de conformité associés,
- l'ensemble des livrables documentaires dus au titre du marché, dont le DOE,
- toutes les sujétions liées à une prestation se déroulant sur un site CEA (formalités d'accès sur le centre, plans de prévention, suivi médical du personnel intervenant et les sessions de formation préalables),
- la participation aux réunions avec le CEA décrites dans le cahier des charges et le présent marché au paragraphe 4.8,
- le maintien en propreté des lieux et locaux où s'effectuent les travaux.

4.2 Part optionnelle

Les options sont les suivantes :

- Option 1 : Rénovation du chapiteau
- Option 2 : Remplacement du chapiteau
- Option 3 : Claustres et portillon allée Espace Club
- Option 4 : Maçonnerie/étanchéité allée Espace Club
- Option 5 : Ravèlement murs et relevés allée Espace Club et parking

Chaque levée éventuelle d'option sera notifiée au Titulaire par un courrier recommandé avec accusé de réception émanant du Service des Marchés Achats du CEA de Cadarache.

Les options seront éventuellement affermies par le CEA au plus tard lors de la réunion d'enclenchement du Marché.

Le non affermissement de tout ou partie de la part optionnelle ne donne lieu à aucune indemnité au profit du Titulaire.

4.3 Part estimative sur devis préalable relative aux travaux supplémentaires liés aux aléas

En cas de nécessité relative aux aléas et à la vie de chantier, le CEA se réserve la possibilité de confier au Titulaire, des prestations complémentaires non prévues au Marché.

Ces prestations complémentaires seront réalisées à la demande expresse du CEA et feront l'objet d'une Fiche de Modification sur Devis Préalable (FDMDP) définissant les prestations à réaliser, tel que définie à l'article 9 infra. Le Titulaire présentera un devis sur la base des décompositions de prix en annexe du marché ou sur la base de devis détaillés soumis à l'approbation du CEA pour la réalisation de ces prestations supplémentaires.

Après accord du CEA, et sur la base du devis présenté, la Fiche de Modification sur Devis Préalable (FMDP) signée, sera transmise par le CEA au Titulaire valant ordre pour réalisation des prestations.

Cette part estimative ne constitue pas un engagement de dépense de la part du CEA. Seuls pourront être pris en compte, au titre de la présente part, les Fiches de Modifications sur Devis Préalable (FDMDP) dûment acceptées et signées par le CEA.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION

Les travaux et prestations sont exécutés par le Titulaire conformément aux dispositions du CDC et de ses annexes. Le Titulaire est responsable de leur bonne réalisation.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent Marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires à son exécution dans les règles de l'art, notamment en ce qui concerne l'emplacement, les données d'entrée et prescriptions pour les travaux qui lui sont demandés et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation. Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur de sa mission, objet du Marché; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données ou d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission les prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

5.1 Conditions générales d'exécution

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 5/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui seront remises par le CEA ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Il est tenu de signaler par écrit au CEA, avant toute exécution des études ou des fabrications, toutes erreurs ou omissions et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la bonne exécution du marché.

Il est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toutes fournitures défectueuses et prestations non conformes seront reprises par lui dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais.

Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA. En conséquence, le Titulaire ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions sur ses documents (d'études, offres dans le cadre des Fiches de Modifications) puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Le système de surveillance mis en place par le CEA et notamment d'acceptation documentaire ne dédouane pas le Titulaire de ses responsabilités qui doit répondre à son obligation de résultat.

5.2 Conditions particulières d'exécution

Le respect des interfaces et contraintes est impératif compte-tenu, des contraintes d'exploitation, de sécurité et de sûreté existantes pour les différents bâtiments et compte-tenu des caractéristiques des installations existantes.

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour les travaux qui lui sont demandés et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

5.3 Obligation de résultat

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. En conséquence le prix forfaitaire fixé au marché sur lequel le Titulaire s'est engagé, s'entend quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées lors de l'exécution des prestations ou travaux.

Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

5.4 Lieu d'exécution

Les prestations d'études seront réalisées chez le Titulaire et les travaux seront exécutées sur le site du CEA de Cadarache, au bâtiment 103 (restaurant n°1).

Le Titulaire reconnaît avoir vu et visité les lieux et en conséquence en avoir une bonne connaissance.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance de la nature, de l'emplacement du chantier et des conditions générales et particulières qui y sont attachées, avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique etc., avoir pris tous les renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant influencer l'exécution, les délais ainsi que sur la qualité et le prix des ouvrages à réaliser. Le Titulaire ne pourra arguer d'ignorances quelconques lui permettant de prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 6/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

5.5 Intervention sur site et arrêts de chantier

Est considéré comme arrêt de chantier la conséquence de tout évènement de nature à empêcher les activités du Titulaire sur l'ensemble de l'Installation sur une durée supérieure à quatre heures. Tout arrêt de chantier qui n'est pas du fait du Titulaire donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal contradictoire quotidien entre le Titulaire et le CEA.

- Arrêts de chantiers programmés et inopinés
- Du fait du CEA

Tout arrêt de chantier non prévu au titre du marché, porté à la connaissance du Titulaire avec un délai de prévenance de 5 jours ouvrés, ne pourra donner lieu à indemnisation.

En cas de délai de prévenance inférieur, le montant de l'indemnisation comprendra exclusivement la prise en charge des frais de main d'oeuvre valorisés par le Titulaire sur la base des taux horaires proposés dans le cadre du Bordereau des Prix Complémentaires (BPC) de la décomposition des prix, applicables au présent marché, et validés par le CEA et de matériel du seul personnel affecté à l'intervention, dans la limite de 5 jours.

Le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution de la prestation interrompue au plus tard dans les 2 jours ouvrés après remise à disposition du chantier.

- Du fait du Titulaire

En cas d'arrêt de chantier du fait d'une défaillance du Titulaire (non-respect de consignes de sécurité, ...), il ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité ni d'allongement de planning.

- Démobilisation et remobilisation
- Démobilisation du fait du CEA

Le CEA se réserve le droit de notifier au Titulaire l'arrêt momentané des travaux du marché. La démobilisation est un arrêt complet de chantier d'une durée supérieure à un mois.

Pour tout arrêt de chantier du fait du CEA entraînant une démobilisation du Titulaire, le CEA indemniserà le Titulaire de l'impossibilité de redéployer immédiatement son personnel intervenant au titre du marché. Cette indemnisation sera suspendue au respect par le Titulaire de l'établissement, dans les 24 heures suivant l'heure de l'arrêt de chantier, d'un constat de démobilisation signé contradictoirement, précisant le motif de l'interruption.

- Remobilisation

Le CEA informera le Titulaire de la reprise d'activité, avec un délai de prévenance d'un mois. Le Titulaire devra remobiliser son personnel intervenant au plus tard en fin du délai de prévenance précité. Pour toute demande de remobilisation le CEA indemniserà le Titulaire du montant du forfait figurant au Bordereau des Prix Complémentaires (BPC) en annexe du Marché.

- Intempéries

Les délais d'exécution peuvent être prolongés d'une durée égale au nombre de demi-journées d'intempéries telles que définies ci-dessous, en défalquant le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, égal à 5 jours ouvrés pour la durée du marché.

La notion d'intempéries est définie à partir de seuils au-delà desquels le phénomène naturel est considéré comme intempérie.

La station météorologique de référence sera la station Météo France de Vinon sur Verdon (83150002). Les seuils définissant la journée d'intempérie sont définis dans le tableau ci-après :

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 7/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

| Nature du phénomène | Intensité limite |
|---------------------|---|
| Précipitations | Précipitations cumulées supérieures ou égales à 20 mm d'eau ou 50 Mm de neige pendant la journée, sur un poste de travail de 8h (pour les travaux extérieurs) |
| Températures | Température inférieure ou égale - 5°C sous abri à 10 H 00 le matin (pour les travaux extérieurs) |
| Vent | Vitesse de vent supérieure ou égale 70 km/heure, pendant une période de 2 heures (pour les travaux extérieurs nécessitant l'utilisation d'une grue) |

Ces prolongations s'appliquent tant au délai global qu'aux jalons intermédiaires tels que définis dans l'article infra et pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux.

Le Titulaire devra signaler, par écrit au CEA, dans les quarante-huit heures qui suivent, l'occurrence d'une journée d'intempéries. Passé ce délai, et de plein droit, les journées d'intempéries ne seront pas prises en compte. Il appartiendra à l'entreprise de démontrer l'entrave objective à l'exécution des travaux.

Le Titulaire reconnaît qu'il ne pourra bénéficier d'aucune indemnité financière liée à la présence d'eau survenue lors de phénomènes atmosphériques et hydrogéologiques ou présente dans les fonds de plate-forme.

- Prescriptions liées au site

Le Titulaire reconnaît avoir pris pleine connaissance des données liées aux conditions naturelles du site et notamment de la contrainte liée à la proximité de massifs forestiers. Il devra être en capacité d'intervenir rapidement en cas de départ de feu.

5.6 Conformité aux normes

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans le cahier des charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré de l'exactitude des côtes et des indications des plans et descriptifs, notamment les caractéristiques des réseaux électriques (ICC, SLT...), qui lui seront remis par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

5.7 Documents à émettre

Dans le cadre de sa prestation, le Titulaire fournira, dans les délais impartis, l'ensemble des livrables documentaires identifiés dans le cahier des charges.

Tous les documents remis par le Titulaire seront réalisés avec des logiciels de bureautique standards, dans une version compatible avec celle du CEA.

L'ensemble des documents fournis sous format informatique seront réalisés sur des logiciels compatibles avec Autocad, Word (.docx), Excel, Acrobat sous environnement Windows / Pack Office 2016.

L'ensemble de ces documents sera enregistré conformément au référentiel et aux procédures qualité du CEA, tel qu'indiqué notamment au cahier des charges et qui pourra être réprécisé en réunion d'enclenchement. Tous les documents devront être acceptés par le CEA. Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités et seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Dans le cadre de ses activités, le Titulaire pourra être amené à procéder à une collecte d'informations d'origines diverses. L'interlocuteur CEA permettra au Titulaire d'accéder à tous les documents nécessaires à l'exécution de sa prestation dont les unités du CEA sont émettrices (documents d'installations, documents projets,...).

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 8/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

L'ensemble des documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché ou à la prise d'effet de la dénonciation de celui-ci par l'une ou par l'autre des parties.

Toute information constituée ou produite durant le projet ne pourra prétendre à une demande de titre de propriété industrielle.

Aucune disposition du présent accord ne saura être interprétée comme donnant droit au Titulaire à un quelconque droit à une licence ou tout autre droit lié à un brevet, une technologie ou un savoir-faire quels qu'ils soient détenus par le CEA.

5.8 Obligation générale de conseil et d'information

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

5.9 Réunions

Les réunions seront organisées suivant les dispositions figurant dans le cahier des charges et ont pour objet d'évaluer l'avancement du Marché et comprennent à minima :

- une réunion d'enclenchement ;
- une réunion pour l'établissement du plan de prévention ;
- des réunions techniques d'avancement hebdomadaires ;
- une réunion de fin de prestation.

Il est de convention expresse entre les Parties que des réunions exceptionnelles pourront avoir lieu à la demande de l'une ou l'autre des Parties, et notamment en cas de difficultés d'avancement du marché.

Chaque réunion fera l'objet d'un compte rendu établi par le Titulaire, et soumis à l'acceptation du CEA dans un délai de :

- 5 jours ouvrés s'agissant du compte rendu de la réunion d'enclenchement,
- 2 jours ouvrés s'agissant du compte rendu des réunions techniques d'avancement hebdomadaires, de la réunion pour l'établissement du plan de prévention et de la réunion de fin de prestation.

5.9.1 Réunion d'enclenchement

Une réunion d'enclenchement (T0 de la prestation) sera programmée par le CEA après réception de la commande par le Titulaire afin de présenter :

- Un résumé des aspects techniques du marché et du déroulement des différents postes ;
- l'organisation du Titulaire permettant le respect des délais, le respect des exigences qualité, le traitement des non conformités et les coordonnées des personnes ;
- l'organisation convenue pour l'établissement des documents de sécurité, accès, et autres formalités permettant l'intervention du titulaire sur les installations.
- les modalités de suivi de la prestation (réunions hebdomadaires ...) par le CEA et la planification des points de rencontre avec le CEA ;
- les modalités de communication entre le CEA et le Titulaire, de transmission de demandes éventuelles, d'informations relatives à des écarts et/ou des non conformités.
- Le rappel des actions mises en oeuvre visant à limiter les impacts environnementaux de la prestation ainsi que sur les aspects sociaux à atteindre ou mises en oeuvre et qui ont été définis dans l'offre du Titulaire.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 9/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

5.9.2 Réunion pour l'établissement du plan de prévention

Le CEA organisera une réunion pour l'établissement du plan de prévention. Cette réunion sera réalisée en présence du Titulaire et de l'ensemble de ses sous-traitants.

L'établissement du plan de prévention sera précédé d'une Inspection Préalable Commune sur les lieux de l'opération entre le Titulaire et les représentants des installations concernées (Chef d'installation, Ingénieur Sécurité, Chargé d'affaire, etc.).

Des avenants au plan de prévention peuvent être établis le cas échéant pour des travaux ou prestations non couverts par le plan de prévention initial.

5.9.3 Réunion technique d'avancement hebdomadaires

Des réunions techniques d'avancement hebdomadaires seront organisées à la demande du CEA. Ces réunions intermédiaires ont pour but d'assurer le suivi et de garantir la maîtrise des missions.

Les thèmes abordés peuvent notamment être l'avancement technique de la prestation, les éventuelles difficultés rencontrées, la partie documentaire, le suivi des non-conformités, le suivi du planning, le suivi des actions mises en oeuvre visant à limiter les impacts environnementaux de la prestation ainsi que sur les aspects sociaux à atteindre ou mises en oeuvre et qui ont été définis dans l'offre du Titulaire.

5.9.4 Réunion de fin de prestation

Une réunion de fin de prestation sera réalisée à la fin de la réalisation de la prestation. Cette revue de fin de prestation permettra de réaliser le bilan global du marché et d'examiner en particulier le DOE avant de prononcer la réception des travaux.

5.10 Correspondants techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Unité : DG/CEACAD/DSTG/STL/GL

Nom : Monsieur Olivier GOMEZ

Email : olivier.gomez@cea.fr

Tél : 04.42.25.37.60

Pour le Titulaire :

Nom : XXX

Tél : XXX

Email : XXX

En cas d'indisponibilité de l'un des correspondants, la Partie concernée informera l'autre de la désignation d'un nouvel interlocuteur.

Au cas où l'interlocuteur technique du Titulaire serait remplacé, ce dernier s'engage à avertir le CEA au moins quinze jours à l'avance. Une période de recouvrement d'une durée minimum de quinze jours sera effectuée, à la charge financière du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations.

Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement, par du personnel de qualification et d'expérience au moins équivalentes.

Les changements sont notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception et prennent effet à la date de réception de ladite lettre.

ARTICLE 6 – PLANNING – DELAI

Le Marché prend effet à la date de la réunion d'enclenchement du Marché (T0).

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 10/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Les obligations du Titulaire sont maintenues jusqu'à la levée des réserves éventuelles et pendant les périodes de garanties légales.

| Jalon | Jalons pénalisables oui / non | Intitulé | Délai |
|---------|----------------------------------|--|------------------|
| J1 | non | Réunion d'enclenchement | J0 |
| J2 | oui | Fin des études d'exécution | J1 + X semaines |
| J2 bis | non | Acceptation par le CEA des études d'exécution | J2 + 2 semaines |
| J3 | oui | Fin des déposes/démolitions | J1 + X semaines |
| J4 | oui | Fin des travaux d'étanchéité | J1 + X semaines |
| J5 | oui | Fin des travaux de pose des caniveaux EP | J1 + X semaines |
| J6 | oui | Fin des travaux de maçonnerie | J1 + X semaines |
| J7 | oui | Fin des travaux de métallerie – garde-corps - chapiteau | J1 + X semaines |
| J8 | oui | Fin des travaux de carrelage | J1 + X semaines |
| J9 | oui | Fin du chantier | J1 + X semaines |
| J10 | oui | Remise du DOE par le Titulaire | J1 + X semaines |
| J10 bis | non | Acceptation du DOE par le CEA et réception du Marché | J10 + 2 semaines |

ARTICLE 7 – CONDITIONS FINANCIERES

7.1 Caractères et contenu des prix

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre.
Les prix comprennent l'ensemble des prestations décrites dans le cahier des charges et ses annexes.

Les prix forfaitaires sur lesquels s'engagent le Titulaire, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'études et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Les prix sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais, notamment :

- les frais de main d'œuvre pour les études et les réalisations du présent marché, incluant les salaires par qualification et catégorie de personnel avec ses protections individuelles, son matériel et outillage (incluant entretien et amortissement), toutes les indemnités, les frais de transport et de déplacement, les voyages périodiques, les primes diverses, les charges sociales, les frais d'homologation et de qualification du personnel lorsque celles-ci sont requises,
- les frais d'encadrement du personnel, les frais de gestion et coordination des sous-traitants, fournisseurs et autres prestataires ainsi que les frais et charges du mandataire dans le cas d'un groupement d'entreprise.
- les approvisionnements, les frais de livraison (amené et repli), d'acheminement, de manutention, d'utilisation, les consommables divers propres à la profession, tous les matériaux et matériels ou ouvrages provisoires nécessaires à l'exécution des travaux, leur mise en œuvre, le stockage et leur pose, les frais d'installation, l'entretien et la mise en œuvre du matériel de chantier, le montage, le repli de chantier,
- les frais relatifs à la surveillance du Titulaire et notamment à la participation à tous les travaux de contrôles et de coordination avec les entreprises et le CEA, y compris les points d'arrêt et mises au points nécessaires pendant la phase d'étude et pendant la réalisation, de façon à coordonner les différentes phases de construction avec les travaux des autres entreprises et avec le montage de certains travaux, et la gestion des études et documentation de réalisation qui en découlent, ainsi que les frais de reprises documentaires associées pour aboutir à l'acceptation documentaire, à l'obtention du statut documentaire « Bon pour Exécution » des documents et l'acceptation du DOE.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 11/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

- les frais consécutifs aux conditions d'interventions, aux discontinuités des travaux, aux aménagements des phasages de la mise à disposition des zones d'intervention par le CEA résultant de l'ordonnancement du chantier liés à l'imbrication des différents corps d'état et métiers intervenant sur le chantier, la coactivité.
- les frais de structure, d'assurance et de chantier, les frais généraux,
- les frais de secrétariat et d'établissement des attachements et des documents de toute nature demandés par le marché, et tous les frais résultant de la prise en compte des lois et règlements applicables
- les matériels informatiques et frais de licences des logiciels,
- les frais de participation à l'ensemble des réunions,
- les frais occasionnés par le respect des dispositions légales et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité telles que : balisage, garde-corps, passerelles...,
- les frais relatifs aux échantillons, contrôles, vérifications, analyses et essais divers (essais sur matériaux ou essais de mise en œuvre) et les sujétions d'assurance qualité,
- le nettoyage du chantier en permanence et l'évacuation des déchets,
- les charges et taxes, autre que la TVA, incombant au Titulaire, ainsi que son bénéfice,
- la tenue des performances due au titre de l'obligation de résultats du Titulaire.

Du fait de son expérience, de son savoir-faire et de ses connaissances des règles de l'art, le Titulaire est à même d'avoir l'appréciation nécessaire et suffisante pour lui permettre de s'engager sur le chiffrage des prix forfaitaires, sur la base des documents techniques qui lui ont été remis dans le cadre de la procédure de passation du Marché.

En conséquence, et en dehors d'un cas de force majeure, les prix forfaitaires fixés au marché sur lesquels le Titulaire s'est engagé, s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'études et de réalisation rencontrées lors de l'exécution du Marché.

7.2 Décomposition du montant du Marché

Le montant du marché, en cas d'affermissement des options et de la consommation de la totalité de la part estimative, s'établit à la somme de **XXXX € HT** (xx euros hors taxes).

Il se décompose comme suit :

7.2.1 Part ferme

Le montant de la part ferme du Marché s'établit à la somme forfaitaire et révisable de XXXX € HT (XXXX euros hors taxes).

7.2.2 Part optionnelle

Le montant de la part optionnelle du Marché s'établit à la somme de XXXX € HT (XXXX euros hors taxes) décomposée comme suit :

- Option 1 forfaitaire et révisable : XXXXXXXX € HT
- Option 2 forfaitaire et révisable : XXXXXXXX € HT
- Option 3 forfaitaire et révisable : XXXXXXXX € HT
- Option 4 forfaitaire et révisable : XXXXXXXX € HT
- Option 5 forfaitaire et révisable : XXXXXXXX € HT

Ces montants ne constituent aucun engagement de dépenses de la part du CEA.

7.2.3 Part estimative sur devis préalable

Le montant plafond et révisable de la part estimative sur devis préalable s'établit à la somme de XXXXXXXX € HT (XXXXXX euros hors taxes), correspondant à 5% du montant HT du Marché.

Ce montant ne saurait constituer un engagement de dépense de la part du CEA.

Seuls pourront être pris en compte au titre de la présente part estimative les FDMDP dûment acceptées et signées par le CEA dans le respect des dispositions fixées à l'article 4.2 du Marché.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 12/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

7.3 Révision des prix

7.3.1 Généralités

Les prix figurant à l'article 7.2 sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Chaque situation d'avancement de travaux donnant lieu à l'établissement d'une facture pourra faire l'objet d'une révision de prix.

Chaque révision fera l'objet d'une facturation séparée qui précisera d'une part le poste concerné et, d'autre part, le prix initial du terme de facturation, la valeur de l'indice d'origine, la valeur de l'indice appliqué et le prix révisé.

Les situations mensuelles d'avancement de réalisation devront reprendre le détail du DPGF afin de pouvoir déterminer qu'elle est la part réceptionnée sur le mois relative à chacun des différents postes.

La facture de révision liée à un terme de paiement pourra être émise dès connaissance du dernier indice définitif en vigueur pour le mois concerné par le terme de paiement.

Dans l'hypothèse où l'indice et / ou index utilisé serait supprimé, il sera remplacé par un indice équivalent proposé par le CEA.

La formule de révision à vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

En l'absence de demande du Titulaire, le CEA se réserve la possibilité de l'application et la notification de la révision de prix conformément à la formule de révision infra.

En tout état de cause, si les parties ne parvenaient pas à un accord, les montants forfaitaires seraient révisés dans la limite maximale de la formule fixée au présent marché.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

7.3.2 Formule de révision des prix

Les prix sont révisibles termes par termes, par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times \left[0,15 + 0,30 \times \left(\frac{BT43}{BT43_0} \right) + 0,20 \times \left(\frac{BT03}{BT03_0} \right) + 0,15 \times \left(\frac{BT09}{BT09_0} \right) + 0,15 \times \left(\frac{BT42}{BT42_0} \right) + 0,05 \times \left(\frac{TP08}{TP08_0} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P₀ = prix du marché

P = prix révisé

BT43 = Valeur de l' « index du bâtiment - BT43 - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010 - Identifiant 001710976 », du mois de constat de fin de réalisation de la prestation relative au terme de paiement, indice publié sur l'INSEE.

BT43₀ = Valeur de ce même indice du mois de remise de l'offre (soit xxxx 2024).

BT03 = Valeur de l' « index du bâtiment - BT03 - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010 - Identifiant 001710951 », du mois de constat de fin de réalisation de la prestation relative au terme de paiement, indice publié sur l'INSEE.

BT03₀ = Valeur de ce même indice du mois de remise de l'offre (soit xxxx 2024).

BT09 = Valeur de l' « index du bâtiment - BT09 - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010 - Identifiant 001710955 », du mois de constat de fin de réalisation de la prestation relative au terme de paiement, indice publié sur l'INSEE.

BT09₀ = Valeur de ce même indice du mois de remise de l'offre (soit xxxx 2024).

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 13/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

BT42 = Valeur de l'« index du bâtiment - BT42 - Menuiserie en acier et serrurerie - Base 2010 - Identifiant 001710975 », du mois de constat de fin de réalisation de la prestation relative au terme de paiement, indice publié sur l'INSEE.

BT42_o = Valeur de ce même indice du mois de remise de l'offre (soit xxxx 2024).

TP08 = Valeur de l'« index Travaux Publics - TP08 - Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurale et urbaine - Base 2010 - Identifiant 001710996 », du mois de constat de fin de réalisation de la prestation relative au terme de paiement, indice publié sur l'INSEE.

TP08_o = Valeur de ce même indice du mois de remise de l'offre (soit xxxx 2024).

Dans le cas où le jeu de cette formule conduirait à une variation strictement supérieure à 10 %, à la hausse comme à la baisse, par rapport au dernier prix révisé, le Titulaire et le CEA mèneront éventuellement une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations. Cette négociation pourra notamment déboucher sur une nouvelle mise en oeuvre à titre exceptionnel de la clause de révision de prix. Elle ne peut avoir lieu qu'une fois entre les deux dates de révision mensuelle.

Pour le montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable Titulaire, le prix applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Au cas où les dispositions de cet article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, par exemple en cas d'erreur sur l'application de la formule de révision ou de non-respect de la procédure de facturation de la révision, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à appliquer les prix non révisés de l'année considérée et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées, avec des prix révisés.

ARTICLE 8 – TRAITEMENT DES MODIFICATIONS

8.1 Généralités

Au sens du présent marché, une modification correspond à un changement ou à une évolution des dispositions d'un ou plusieurs documents précités à l'article 2. Elle sera traitée par une fiche appelée « Fiche de Modification » (FM) ou par « Fiche de Modification sur devis préalable » (FDMDP).

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la FDM ou FDMDP signée par le CEA, valant acceptation de la FDM ou de la FDMDP correspondante.

8.2 Modalités de traitement des modifications

8.2.1 Elaboration des FM

Le CEA se réserve le droit de demander au Titulaire des modifications par rapport au Marché initial. Ces modifications peuvent être en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différents postes définis au Marché.

Les modifications sont de 2 types :

- Les modifications du besoin traitées par FM,
- Les modifications sur devis préalable pour la prise en compte des prestations supplémentaires liées aux aléas et à la vie de chantier traitées par FDMDP tel que prévu à l'article 4.3 supra.

Toute FM/FDMDP devra indiquer a minima :

- Son origine,
- Son contenu détaillé,
- Son prix,
- Son délai,
- L'analyse de son impact sur le projet :
 - o incidence éventuelle sur les performances techniques,
 - o incidence éventuelle sur le planning,

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 14/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

- incidence éventuelle financière aux conditions économiques du mois de remise de l'offre sur le marché.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler à la fois au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours ouvrés de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et/ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu au commencement de l'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu la Fiche de Modification (FM) ou la Fiche de Modification sur Devis Préalable (FDMDP) correspondante signée par le CEA.

8.2.2 Etablissement du prix des modifications

Le prix détaillé des modifications en plus ou en moins sera établi à partir des prix figurant dans les décompositions de prix forfaitaires en annexe du marché.

A défaut de prix unitaires adaptés dans le marché, le Titulaire établira un devis détaillé soumis à approbation du CEA. La décomposition de l'impact financier est à décrire suivant la même décomposition et aux mêmes conditions économiques que le Marché (mois de remise de l'offre).

Le Titulaire établira son devis détaillé, sur les seuls éléments impactés, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), des taux horaires applicables au Marché ou, à défaut de prix unitaires adaptés, sur devis détaillé à partir de prix élémentaires figurant dans les sous détails de prix remis par le Titulaire dans son offre, ou à défaut, sur devis détaillés (au moins 3) soumis à l'approbation du CEA.

Le CEA adressera ensuite la fiche de modification (FM) ou la fiche de modification sur devis préalable (FDMDP) dûment signée au Titulaire, valant ordre de début d'exécution.

Le Titulaire ne pourra procéder à l'exécution des prestations qu'après avoir reçu la FM ou la FDMDP signée par le CEA, valant acceptation de la FM ou FDMDP correspondante.

8.2.3 Avenant

Pour les modifications de besoin, le CEA notifiera par voie d'avenant, la ou les FM acceptée(s) au cours de la période écoulée. Les modifications de besoin instruites et notifiées au Titulaire par FM ne peuvent être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant, signé sans réserve par le Titulaire.

Les modifications rentrant dans le cadre de la part estimative sur devis préalable instruites par accord d'une FDMDP, sont facturables selon les conditions indiquées au §9.1.2 infra et dans la limite du montant plafond correspondant fixé au §7.2.3, montant au-delà duquel un avenant sera nécessaire pour permettre leur facturation.

8.2.4 Coefficient de peines et soins

Pour l'élaboration de son devis, dans le cadre d'une sous-traitance ou d'un approvisionnement pour répondre à une demande de modification, et dans la mesure où ne peut que sous-traiter ou se fournir chez un tiers, le prix est déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxe de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 15/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Ce coefficient de peines et soins rémunère le Titulaire pour toutes les tâches/sujétions nécessaires aux opérations d'approvisionnement ou de recours à la sous-traitance, quelle que soit la catégorie de personnel du Titulaire intervenant pour tous les frais relatifs aux opérations telles que : analyse du besoin, consultation et mise en concurrence, commande, contrôle, acheminement (y compris livraison sur site), manutention jusqu'au point de mise en œuvre, encadrement du sous-traitant pour lequel le Titulaire reste responsable. Le suivi, les contrôles sur site et en usine et la surveillance du sous-traitant est également comprise pour toutes les phases prévues de son intervention : de la phase études à la phase réalisations et essais, qu'il s'agisse d'une intervention en usine et/ou sur site, etc...

Il comprend le bénéfice du Titulaire.

Ce coefficient n'est pas applicable :

- au montant des prestations supplémentaires du sous-traitant ou du fournisseur dont la responsabilité n'incombe pas CEA,
- au montant des réclamations des sous-traitants ou des fournisseurs dans la mesure où il ne s'agit pas de prestations supplémentaires du fait du CEA.

Préalablement à l'approvisionnement ou de la réalisation de la sous-traitance, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse au maître d'œuvre la motivation de son choix.

Au titre du présent marché, le coefficient de peines et soins s'établit à : 1.XX.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

9.1 Conditions de facturation

9.1.1 Conditions de facturation de la part ferme et optionnelle

Le montant fixé à l'article 7.2.1 majoré du montant des options levées fixé à l'article 7.2.2 du présent marché sera facturé par le Titulaire comme suit :

- 90 % du montant HT du présent marché, sur situations mensuelles d'avancement des études, des approvisionnements et des travaux dûment acceptées par le CEA,
- le solde de 10 % du montant HT du présent marché, à la réception du marché, après acceptation de l'ensemble du DOE.

9.1.2 Conditions de facturation de la part estimative sur devis préalable

Les modifications, notifiées au Titulaire par FDMDP signée seront facturées selon les conditions déterminées dans chaque FDMDP dans la limite d'un montant estimatif plafond fixé à l'article 7.2.3 du marché supra.

Au-delà des plafonds mentionnées pour cette part estimative, ces prestations ne pourront être facturées par le Titulaire qu'après notification par le CEA d'un avenant au marché les contractualisant.

Un décompte définitif sera fourni par le Titulaire à la réception du Marché.

9.2 Modalités de facturation

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier, des FM et FDMDP, le cas échéant.

Pour les facturations réalisées sur situation d'avancement, le Titulaire transmettra avec sa facture la situation d'avancement du mois considéré accompagné du PV d'avancement visé contradictoirement par les parties.

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 16/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** du CEA (n° provisoire 4000XXXX).

Pour toutes questions lors du dépôt dans Chorus, vous pouvez vous adresser à : CONTACT_DEMAT@cea.fr

Pour toutes questions concernant le règlement de vos factures, vous pouvez vous adresser à : RELANCES@cea.fr

Afin de pouvoir traiter la demande, il est nécessaire de communiquer au service relance :

- Le nom de l'entreprise
- Ses coordonnées mail et téléphoniques
- Le numéro de marché ou de commande du CEA
- Le numéro de la facture, sa date et son montant.

En cas de Groupement momentané d'entreprises (GME), le mandataire commun est seul habilité à présenter des factures (conformément à l'article 27.2 des CGA).

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

9.3 Régime fiscal

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

10.1 Généralités

Les pénalités applicables au présent marché sont applicables de plein droit et, sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires, sont facturées directement par le CEA.

Les pénalités appliquées au Titulaire n'ont pas un caractère libératoire. Leur application ne dispense pas le CEA de la possibilité de prétendre à une quelconque réparation de la part du Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice causé au CEA.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10% (dix pour cent) du montant total hors taxes du marché (majoré des montants estimatifs).

Le montant des autres pénalités s'ajoute au montant des pénalités de retard et n'est pas plafonné.

10.2 Pénalités de retard

Tout dépassement par rapport aux échéances associées à la remise des livrables et des échéances associées aux prestations listées à l'article 4 supra et notamment en cas de non-respect des délais de réalisation des prestations précisés à l'article 6 supra, le Titulaire sera passible d'une pénalité calculée sur le montant total hors taxes du marché :

- au taux de 3/1000 (trois pour mille) par jour calendaire de retard constaté pour les prestations de la part ferme.

10.3 Pénalités en cas d'absence aux réunions

Le CEA pourra appliquer des pénalités pour absence du Titulaire aux réunions planifiées, non justifiée par un motif légitime ou en cas de non-transmission d'un compte-rendu de réunion à raison de 500 € HT (cinq cents euros hors taxes) par réunion.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 17/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

10.4 Pénalités sur point d'arrêt de surveillance

Dans le cadre de la surveillance qu'exerce le CEA sur la réalisation du Marché, certaines opérations font l'objet d'un point d'arrêt où sa présence est requise.

Dans le cas d'une absence de convocation du CEA à un point d'arrêt, il sera appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire égale à 1 200€ HT (mille deux cents euros hors taxes).

Dans le cas où, une ou des non-conformités apparaissent à l'occasion de cette surveillance, et nécessite le renouvellement du point d'arrêt en question, il sera appliqué au Titulaire une pénalité forfaitaire égale à 1 200€ HT (mille deux cents euros hors taxes).

10.5 Autres pénalités non plafonnées

En cas d'écarts vis-à-vis des engagements relatifs au respect de l'environnement et aux engagements socialement responsables :

- Non-respect des règles de gestion des déchets ;
- Pollution de tous types ;
- Gaspillage des ressources naturelles ;
- Absence de tenue et/ou non-respect des mesures environnementales proposées par le Titulaire dans son offre ;
- Absence de tenue et/ou non-respect des engagements relevant des conditions d'exécution socialement responsables proposées par le Titulaire dans son offre.

Une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée pour chaque constat d'écart.

En cas d'écarts vis-à-vis de la sécurité, une pénalité forfaitaire sera appliquée comme suit :

- 1er constat : 500 € HT
- 2ème constat : 1 000 € HT
- 3ème constat : 3 000 € HT et convocation du responsable de l'entreprise.

Ces écarts concernent principalement :

- Le non port des EPI
- D'éventuels manquements quant au balisage de la zone des travaux
- L'absence de nettoyage de la zone de travaux en fin de journée
- Le non-respect d'une méthodologie ou d'un phasage validé avec le CEA

10.6 Pénalités en lien avec des non-conformités

En cas de non-conformité, le Titulaire dispose de 48 heures à compter de la découverte pour formaliser la FNC, la transmettre et remettre au CEA le plan d'actions correctives envisagées. A défaut de respecter ce délai de 48h, le Titulaire sera passible d'une pénalité de 250 € HT (deux cent cinquante euros hors taxes) par jour calendaire de retard.

10.7 Pénalités pour dégradation

-En cas de dégradation des équipements ou d'une partie de l'ouvrage, le Titulaire devra les remettre en état à ses frais. Dans le cas où la dégradation engendre un retard sur le déroulement du planning, le CEA se réserve la possibilité de faire valoir le préjudice subi.

- En cas de constat de détournement de l'usage des équipements présents dans l'ouvrage ou des ouvrages par rapport à leurs fonctions d'usage initial, une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT (mille euros hors taxes) sera appliquée pour chaque constat.

ARTICLE 11 – RÉCEPTION ET GARANTIE

11.1 Etudes

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 18/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Le Titulaire ne pourra pas être tenu pour responsable des erreurs contenues dans les dossiers techniques de base remis par le CEA. Toutefois, le Titulaire s'engage à faire connaître au CEA les erreurs qu'il y détecterait. Il appartient au Titulaire de demander tout éclaircissement qui paraîtrait nécessaire pour pouvoir, en toute connaissance de cause et en toute responsabilité, procéder à ses propres études de détails.

En cas d'erreur imputable au Titulaire dans ses études, le Titulaire s'engage à corriger l'erreur et/ou à reprendre l'étude reconnue défectueuse à ses frais pendant une période d'un an à compter de la réception du marché. Si le Titulaire ne respecte pas les obligations prévues ci-avant, le CEA se réserve le droit de faire corriger ou exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du Titulaire, sans que ce dernier puisse opposer la confidentialité de ses résultats ou une limitation quelconque découlant de droits de propriété intellectuelle ou industrielle.

11.2 Travaux

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 32 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les délais de garantie sont :

- De 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement.

La garantie de parfait achèvement court pendant un délai d'un an à compter de la réception. Cette garantie s'étend à la réparation de tous les désordres signalés par le CEA, soit au moyen de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, soit par voie de notification écrite pour ceux révélés postérieurement à la réception dans le délai d'un an courant à compter de la date de réception.

En cas de réserves mentionnées au procès-verbal de réception, le Titulaire dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception pour procéder aux travaux permettant leur levée.

Les délais nécessaires à l'exécution des travaux de réparation pour les désordres apparus après la réception sont fixés par le CEA.

En cas d'inexécution dans le délai fixé, les travaux peuvent, après mise en demeure restée infructueuse, être exécutés aux frais et risques du Titulaire défaillant.

Le coût des travaux de levée des réserves peut être prélevé de plein droit par le CEA sur les sommes qu'il reste devoir au Titulaire au titre du marché.

L'exécution des travaux exigés au titre de la garantie de parfait achèvement est constatée d'un commun accord, ou, à défaut, judiciairement.

- De 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.

- De 10 (dix) ans pour la garantie décennale.

Pour l'ensemble de ces garanties, le départ de la période de garantie est la réception de l'installation.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle de l'installation dans ses fonctions nominales telles que définies au marché, pour une raison imputable au Titulaire pendant les périodes de garantie (garanties de parfait achèvement et de bon fonctionnement), les délais de ces garanties sont prolongés d'une durée égale à la durée de non disponibilité de l'installation.

L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ou de bon fonctionnement, dans la mesure où les obligations résultant de la garantie auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le Titulaire et le CEA.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du marché.

Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 19/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

ARTICLE 13 – QUALITÉ / SÉCURITE / SÛRETÉ / ENVIRONNEMENT

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système.

A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet et joint en annexe du règlement de consultation du DCE référencé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

La sous-traitance totale est interdite.

ARTICLE 15 – ENTREPOSAGE

Le Titulaire est responsable de la gestion des flux de livraison d'équipements afin de sécuriser son planning de montage.

Le Titulaire est responsable de la mise en œuvre de zones de stockage, en pied d'ouvrage et dans sa zone entreprise, afin de stocker son matériel dans les conditions requises. La gestion et l'attribution des zones de stockage en pied d'ouvrage sont gérées par le CEA, leur indisponibilité ne peut donner lieu à une réclamation de la part du Titulaire.

ARTICLE 16 – CLAUSE DE PROTECTION DES INFORMATIONS

Obligation de confidentialité

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 20/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense¹, sont protégées par les mentions DIFFUSION RESTREINTE (DR) ou CONFIDENTIEL CEA (CCEA° ou relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) mais ne peuvent être rendues publiques.

➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'annexe 3 de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et d'un engagement de l'utilisateur quant au respect des règles de sécurité informatique.

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

| | DIFFUSION RESTREINTE | DIFFUSION ORDINAIRE |
|--|---|--|
| Messagerie électronique | Conteneur chiffré* | Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite. |
| Plateformes web collaboratives CEA | | |
| Zone de partage FTP fournie par le CEA | | |
| En attachement visioconférence CEA | | |
| Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.) | Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré* | |
| En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.) | | |
| Supports amovibles USB | Conteneur chiffré*. | Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. |

¹ Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

| | | | | |
|---------------------------------------|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 21/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

| | | |
|--|--|---|
| DVDrom ou CDrom | Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR. | Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO. |
| Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire | INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA. | |

(*) Accès par mot de passe

Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

ARTICLE 17 – GESTION DES DÉCHETS

17.1 Tri des déchets

Il est rappelé que la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du CEA en tant que producteur de déchets et du Titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

À ce titre, le Titulaire se doit de procéder au tri des déchets valorisables issus du chantier dont il a la charge pour le compte du CEA (métal, bois, plastique, verre).

Le non-respect de cette exigence fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article 10.5 supra.

17.2 Evacuation des déchets

Le Titulaire devra se conformer strictement aux consignes citées au paragraphe §17.1 supra ainsi qu'aux dispositions du CDC référencé à l'Article 2.

Il est rappelé que quel que soit le mode d'évacuation adopté (apport volontaire sur la dépositrice, évacuation directe hors du centre) et la nature du déchet (métallique, plastique, inerte, verre, bois, enrobés, déchets industriels en mélange, etc.) le Titulaire devra systématiquement transiter :

- par le bâtiment 300 pour un contrôle radiologique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR),
- par le bâtiment 785 pour effectuer une pesée au pont bascule et faire enregistrer la fiche de production de déchets dûment signée par le producteur (chargée d'affaires de l'installation au CEA) ainsi que par le SPR.

Dans le cas d'une évacuation directe, la fiche de production sera complétée du bordereau de suivi de déchets dûment renseigné conformément aux dispositions définies dans les consignes.

Le Titulaire devra respecter la procédure d'évacuation référencée STL NTE DECH DO 083 du 02/02/2021.

Concernant le cas particulier des déchets amiante, le Titulaire devra se conformer aux spécifications réglementaires définies dans la procédure STL NTE DO 1579 du 17.12.2015.

| | | | | |
|---------------------------------------|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 22/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

L'évacuation hors du centre des déchets d'amiante est de la responsabilité du CEA. Le Titulaire amené à effectuer des opérations de dépose d'amiante ou des travaux de désamiantage est tenu de respecter les modes opératoires de conditionnement tels que précisés dans les spécifications susvisées. Il appartient également au Titulaire d'émettre au préalable pour chaque nature de déchet d'amiante la fiche d'identification nécessaire à l'obtention par le CEA du certificat d'acceptation préalable de prise en charge par la filière d'élimination.

Le non-respect de ces exigences fera l'objet d'une non-conformité précisée dans une fiche d'écart suivie de l'application de pénalités selon l'article 10.5 supra.

D'une manière générale, il sera rappelé au Titulaire à l'enclenchement des travaux les exigences principales en matière de gestion des déchets sur le centre de Cadarache.

ARTICLE 18 – JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de MARSEILLE.



Fait en deux exemplaires originaux :

| | |
|---------------------|---------------------------|
| Pour le CEA : | Signature : Date : |
| Pour le Titulaire : | Signature : Date : |

ANNEXE 1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

| | | | | |
|-----------------------|----------------------|---------------|------------------|-------|
| Référence du document | DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 4000XXXXX | 24/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
 - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
 - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
 - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 25/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

4. Les habilitations – les certifications

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

5. Les modalités d'accès au Centre

5.1 La procédure CEA

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache

Le Centre de Cadarache sera fermé aux dates suivantes, pour l'année 2024 : mardi 2 janvier, vendredi 10 mai, du lundi 12 août au vendredi 16 août, du lundi 23 décembre au vendredi 27 décembre et du lundi 30 décembre au mardi 31 décembre 2024.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 26/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

Pour les années suivantes, les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

6. La sous-traitance

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 27/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

ANNEXE 2 – DÉCOMPOSITION DES PRIX (DP)

Les décompositions des prix sont les suivantes :

Décomposition du Prix (DP)

| | | | | |
|--|-------------------------|---------------|------------------|-------|
| Dispositions contractuelles du marché | DG/CEACAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 400XXXXX | 28/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |

ANNEXE 3 – BORDEREAU DES PRIX COMPLÉMENTAIRES (BPC)

| | | | | |
|-----------------------|----------------------|---------------|------------------|-------|
| Référence du document | DG/CAD/DSTG/SMA/BPRT | B24-04301-ALO | 4000XXXXX | 29/29 |
| | EMETTEUR | AFFAIRE | Numéro de marché | |